

Brochure n° 3177

Convention collective nationale

IDCC : 275. – **TRANSPORT AÉRIEN**
(Personnel au sol)

AVENANT N° 75 DU 18 OCTOBRE 2007
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} JUILLET 2007

NOR : ASET0751155M

IDCC : 275

Pour faire suite à l'avenant n° 74, les organisations syndicales de salariés et d'employeurs réunies en commission nationale mixte ont décidé ce qui suit :

Article 1^{er}

*Revalorisation des salaires minima conventionnels
au 1^{er} juillet 2007*

Les salaires minima mensuels pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, applicables pour chacun des coefficients hiérarchiques, s'établissent comme suit à compter du 1^{er} juillet 2007.

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL
160	1 280,07
165	1 285,00
170	1 297,00
175	1 312,00
180	1 326,00
185	1 341,00
190	1 356,00
195	1 373,00

COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL
200	1 389,00
210	1 419,00
215	1 435,00
220	1 453,00
235	1 568,00
245	1 613,00
260	1 709,00
270	1 773,00
290	1 901,00
295	1 932,00
300	2 026,00
360	2 348,00
420	2 730,00
510	3 305,00
600	3 880,00
750	4 839,00

Article 2

Mise en œuvre

Le présent avenant est applicable à compter du 1^{er} juillet 2007 à l'ensemble des entreprises adhérentes à une organisation patronale signataire du présent avenant.

Article 3

Clause de non-dérogação

En vertu de l'article L. 132-23 du code du travail, les conventions ou accords d'entreprise ne peuvent comporter de clauses dérogeant au présent accord, sauf dispositions plus favorables.

Article 4

Organisation du droit d'opposition

Les organisations syndicales de salariés représentatives dans le champ du présent accord disposent d'un délai de 15 jours pour exercer leur droit d'opposition, dans les conditions prévues par la législation et la jurisprudence, à compter de la notification de l'avenant conformément aux dispositions de l'article L. 132-2-2 du code du travail.

Article 5

Formalités de dépôt et d'extension

Dès lors qu'il n'aurait pas fait l'objet d'une opposition régulièrement exercée par la majorité des organisations syndicales, le présent accord fera l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 132-10 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées aux articles L. 133-8 et suivants dudit code.

Fait à Paris, le 18 octobre 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Fédération nationale de l'aviation marchande,

Syndicats de salariés :

Fédération générale des transports et de l'équipement CFDT ;

Fédération nationale de l'encadrement des métiers de l'aérien CFE-
CGC ;

Fédération générale des transport CFTC ;

Fédération de l'équipement, de l'environnement, des transports et des
services CGT-FO.